

Patrick VIVERET

Contribution 17 février 2019

Europe Propolis

En complément du texte de Alain Caillé sur le projet de République européenne voici des éléments permettant d'articuler l'enjeu européen et les défis planétaires. Je repars de l'idée exprimée dans le texte proposé de meta-récit sur l'imaginaire d'un nouveau pays (appelée provisoirement la Nanoubie). Voici le début de ce texte :

Nous avons besoin d'un imaginaire d'autant plus créatif que les perspectives actuelles sont sombres. Dès lors que c'est l'humanité, voire la vie sur cette planète qui se trouve menacée, le réalisme c'est celui des grandes ambitions radicales à la hauteur des défis qui sont devant nous. Cet imaginaire pourrait être celui de la création d'un pays en devenir, celui d'une république terrienne organisée autour des principes écologiques, sociaux, démocratiques du bien vivre en acte que nous proposons dans tous nos mouvements

Il s'agit, à travers ce récit en acte de relier progressivement quantité de territoires ou d'initiatives qui pratiquent déjà ces valeurs et résistent dans le monde entier à l'inhumanité et à l'insoutenabilité écologique du capitalisme autoritaire aussi bien dans ses versions américaines que brésiliennes ou chinoises. Ce ne serait pas une U-topie (un lieu ailleurs) au sens premier du terme puisque ce pays a bien un lieu de déploiement concret, celui de notre Terre et qu'il s'inspire du principe : notre pays c'est la terre, notre peuple c'est l'humanité, le peuple de la terre en émergence. Cela ne signifie pas la négation de nos appartenances multiples, nationales, régionales, continentales ou culturelles mais que nous les inscrivons dans l'interdépendance globale du devenir de notre famille humaine sur une planète sauvegardée.

De même que ce projet ne relève pas de l'utopie puisque son lieu est la terre, il n'est pas idéaliste puisqu'il porte en germe au contraire le seul réalisme possible par rapport aux défis présents et à venir. Si, par exemple, nous nous retrouvons confrontés au fait que des centaines de millions d'êtres humains se retrouvent obligés de quitter conjoncturellement ou totalement des terres devenues inhabitables du fait de trop fortes chaleurs ou d'une augmentation du niveau des mers, le réalisme, si l'on veut éviter des guerres meurtrières, c'est

celui de politiques publiques mondiales d'aménagement du territoire de notre planète afin d'aménager de nouvelles terres devenant elles habitables du fait du réchauffement climatique

Le réalisme dès lors ce ne sera pas de se résigner à ce que 26 personnes aient le revenu de la moitié des humains (cf rapport Oxfam), que les multinationales se gavent d'énergie fossile, que les paradis fiscaux détournent des sommes colossales ou de savoir quelle sera la puissance politique dominante au 22ème siècle. Le réalisme sera de faire en sorte qu'il existe un 22ème siècle pour l'humanité, que les espèces vivantes ne soient pas exterminées et que du coup, inégalités, paradis fiscaux et irresponsabilité écologiques soient considérés par nos enfants comme relevant d'une phase aberrante et cauchemardesque révolue au même titre que les guerres mondiales et les armes de destruction massives. Dans la bataille mondiale qui est aujourd'hui engagée contre les forces mortifères de l'irresponsabilité écologique, de l'atteinte aux droits humains et de la régression sociale (cf l'appel aux consciences pour une résistance citoyenne mondiale) des acteurs aujourd'hui traités d'idéalistes marginaux feront demain figure de héros de l'humanité en devenir tels Aquarius et autres navires sauveteurs de migrants en mers...

Si nous nous plaçons dans cette perspective il faut que tout ce que nous proposons pour la perspective d'une république européenne soit au minimum non contradictoire avec des projets de nature planétaires et si possible marqués par une logique de cohérence contributrice. Ce n'est pas d'une Europe puissance dominatrice dont le monde a besoin (on en a vu les limites, voire les crimes, avec l'impérialisme ou le colonialisme) mais d'une Europe puissance créatrice.

Ceci nous conduit à approfondir un certain nombre de points aveugles, insuffisamment abordés ou même objet de divergences à travailler. Dans la division des rôles entre Propolis de l'archipel et des initiatives telles Place Publique une complémentarité peut ainsi être proposée. Place publique travaille par exemple sur les dix grands points de convergence partagés par la plupart des courants de gauche et écologistes en vue d'accords et, si possible, de la constitution d'une liste commune (en tout cas de la réduction des listes potentielles). Propolis et l'archipel (qui par ailleurs cherche à co-construire avec Place Publique un espace commun sur le modèle d'un archipel politique) pourrait travailler sur des questions plus difficiles telles :

La question de la défense européenne à construire, dans le contexte du retrait américain et de la crise de l'Otan, comme une contribution à un système de défense mondial. Celui ci se fonde sur l'analyse des menaces qui pourraient conduire l'humanité à sa perte. Or ces menaces sont principalement de trois ordres :

- la première est liée aux risques d'une perte d'habilité de la planète liée à la destruction ou aux dérèglements d'écosystèmes vitaux : dérèglement climatique, risque de sixième grande extinction des espèces, grandes pollutions de plus en plus meurtrières ...
- la seconde est liée à l'existence d'armes de destruction massives, à commencer par le nucléaire (mais aussi des armes chimiques ou bactériologiques) susceptibles de conduire à la mort de centaines de millions voire de milliards d'êtres humains...
- la troisième est liée aux risques de guerres civiles mondiales liées au creusement de plus en plus insupportable des inégalités et aux effets de repli identitaire qu'elles génèrent et peuvent eux mêmes nourrir de nouvelles guerres de civilisations.

On remarquera qu'aucun de ces risques mondiaux ne relève de la position classique d'une défense par rapport à une puissance extérieure. Dans tous les cas l'humanité n'est pas menacée par une puissance ou une barbarie extraterrestre mais par son irresponsabilité écologique ou les conséquences de sa propre barbarie intérieure.

Certes, si l'on raisonne en termes strictement européens ce risque classique peut exister, notamment par rapport à la Russie. Mais même ce dernier risque, à la différence de zones frontalières de la Russie comme la Pologne ou l'Ukraine, ne relève pas du risque classique d'invasion mais du risque de contagion autoritaire. Le soutien de Poutine à Marine Le Pen est plus préoccupant que celui d'une menace russe sur nos frontières. C'est dire que le risque principal est un risque de mise en cause de la démocratie et ce risque là peut alors potentiellement venir également des Etats Unis de Trump ou de l'Italie de Salvini.

Bref si nous examinons la plupart des menaces probables une défense européenne devrait considérer

-que des enjeux écologiques, sociaux, culturels deviennent des éléments essentiels d'une stratégie de défense

-qu'en matière strictement militaire ce n'est pas une défense nucléaire de l'Europe qui serait pertinente (pas plus face à la Russie qu'au terrorisme) et qu'une défense conventionnelle devrait être cohérente avec une préservation de la démocratie et une extension de son champ d'influence.

Ainsi, sur le plan nucléaire, l'Europe devrait accepter la ratification du traité sur l'abolition des armes nucléaires déjà signé par 122 pays, œuvrer résolument pour la reprise des négociations sur la limitation des armes nucléaires à moyenne

portée,

Sur le plan conventionnel elle devrait travailler à construire une force armée dotée principalement d'armes non létales en vue de l'émergence à terme d'une police mondiale qui soit davantage adaptée aux missions de paix ou d'interposition des casques bleus des Nations Unies qu'à une armée classique

Elle devrait, au nom de cette même cohérence stratégique, prendre l'initiative d'une réforme de l'Otan dans le sens d'une alliance mondiale pour la démocratie.

Sur le plan du risque majeur constitué par l'économie spéculative et l'existence des paradis fiscaux

L'Union Européenne est directement concernée par les paradis fiscaux. Le fait que la commission européenne soit présidée par l'ancien premier ministre d'un paradis fiscal notoire, le Luxembourg, que le président de la BCE vienne de la banque Goldman Sachs connue pour ses activités hautement spéculatives, que l'ancien président de la Commission Baroso y pantoufle désormais constitue un scandale public qui ôte toute crédibilité à la perspective d'une Europe sociale et d'une régulation de l'économie spéculative. Une république européenne ne peut être contributrice de la lutte mondiale contre la démesure spéculative que si elle commence par faire le ménage en son propre sein en interdisant les paradis fiscaux sur son territoire, en mettant en œuvre enfin la taxe sur les transactions financières annoncée depuis longtemps et en adoptant déjà le principe du pacte Finance Climat qui consiste à faire financer par la BCE la transition écologique sur le climat à hauteur de mille milliards d'euros que l'on est capable de créer par ailleurs....

Autres thèmes à traiter

Sur la question majeure des flux migratoires

Sur le bon usage des mutations technologiques

Sur les formes institutionnelles d'une mutation qualitative de la démocratie